



AU SERVICE DE QUELLE BANQUE SOMMES-NOUS ?

.....
**TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS
VOULU SAVOIR SUR LES BANQUES
SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER !**
.....

Union
Syndicale
Solidaires





Quelle est la place et quel est le rôle des banques dans notre société ? Et nous, salariés de la banque, au service de qui et de quoi sommes-nous ?

Nous sommes salariés de BPCE, un des quatre grands groupes bancaires français avec BNP Paribas, le Crédit Agricole et la Société Générale. Mais savons-nous vraiment ce qu'il y a derrière ce sigle BPCE, connaissons-nous la réalité des grandes banques, comprenons-nous vraiment les enjeux des transactions que celles-ci réalisent ? Savons-nous en définitive à quoi sert notre travail, à quoi nous contribuons au quotidien ?

Dans une courte présentation, et avec l'aide de quelques chiffres, nous allons mettre en lumière le poids des banques dans l'économie, la nature de leurs activités, l'utilité réelle de ces activités et leurs conséquences pour notre vie de tous les jours. Nous pointerons également la responsabilité des banques dans la crise qui a suivi la faillite de Lehman Brothers en 2008. Enfin, nous présenterons le projet bancaire alternatif de *Sud BPCE* qui définit notre conception de la place et du rôle des banques et de leurs salariés dans notre société.

PIB ET DETTE : DES INDICATEURS DISCUTABLES

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT [chiffres 2012 / en milliards d'euros]

PIB de la France en 2012	2 032,3 Md €
PIB de l'Union Européenne (27 pays)	12 928,4 Md €
PIB de la Zone Euro (17 pays)	9 489,8 Md €
PIB des USA	12 325,7 Md €
PIB mondial	52 430,5 Md €

COMPRENDRE

PIB, dette sont autant de chiffres avec lesquels les gouvernements justifient les politiques d'austerité qu'ils imposent aujourd'hui aux populations. Pourtant, ces chiffres sont loin d'être aussi objectifs et indiscutables qu'il y paraît. Par exemple, du fait des cadeaux fiscaux et des taux d'intérêt excessifs, **59% de la dette de la France est illégitime** selon une étude du Collectif d'Audit Citoyen.¹

¹ www.audit-citoyen.org : <http://www.audit-citoyen.org/wp-content/uploads/2014/05/note-dette.pdf>

LES BANQUES SONT PLUS PUISSANTES QUE LES ÉTATS

À la faveur des différentes lois de libéralisation et de dérégulation qui se sont multipliées depuis les années 1980, les banques sont devenues des monstres sans contrôle imposant leur volonté à toute la planète. En cas de difficulté, il leur suffit d'invoquer un risque menaçant l'ensemble du système bancaire pour obtenir aussitôt le concours financier des États. Ce soutien inconditionnel incite les banques à prendre des risques inconsidérés, on parle ici d'aléa moral. Nous l'avons vérifié avec la faillite de Dexia qui a vu les États, les collectivités et les populations supporter les pertes de cette banque.

Preuve de cette toute puissance de la finance, des anciens banquiers de Goldman Sachs, Mario Draghi, Mario Monti et Lucas Papadémos sont devenus respectivement président de la Banque centrale européenne, président du conseil italien et premier ministre de la Grèce... Sans oublier François Pérol qui a été directeur de cabinet adjoint de Nicolas Sarkozy ministre des finances en 2004, avant de rejoindre la banque Rothschild l'année suivante, puis de retrouver Nicolas Sarkozy en 2007 comme secrétaire général adjoint à la présidence de la République, et enfin prendre la direction du Groupe BPCE en 2009!



À BPCE...

Pour dénoncer et s'opposer à ce pantouflage de François Pérol, Sud BPCE a déposé à l'époque une plainte pour prise illégale d'intérêt.

DETTE DE LA FRANCE ET BILAN DE SES BANQUES [chiffres 2012 / en milliards d'euros]



1833,8 Md€
Dette de la France¹



2008,1 Md€
Total Bilan
Crédit Agricole



1907,2 Md€
Total Bilan
BNP Paribas



1250,9 Md€
Total Bilan
Société générale



1147,5 Md€
Total Bilan
BPCE

DETTE ET BILAN DES BANQUES EUROPÉENNES

[chiffres 2012 / en milliards d'euros]



11010,5 Md€
Dette des 27 États
de l'Union Européenne



8600,6 Md€
Dette des 17 États
de la Zone Euro



COMPRENDRE

Les bilans des banques de la zone euro représentent quatre fois le total des dettes publiques de ces États.

33919,5 Md€²
Total des actifs des
banques de la Zone Euro

¹ En 2014, la dette de la France a dépassé les 2023 Md€

² Hors Eurosysteme, c'est-à-dire hors la BCE et les banques centrales. C'est près de 4 fois le PIB de la Zone euro



LA SPÉCULATION EST L'ACTIVITÉ PRINCIPALE DES BANQUES

BIEN AVANT LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE RÉELLE

Ces quelques chiffres permettent de vérifier que les banques consacrent de moins en moins d'argent au financement de l'économie réelle (prêts aux ménages et aux entreprises) et préfèrent utiliser les fonds qu'elles collectent pour des placements spéculatifs.

PART DES ACTIFS DE L'ENSEMBLE DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES FRANÇAIS CONSACRÉE AUX CRÉDITS



À BPCE...
En 2013, le président du directoire de Natixis a touché 1 800 000 € (+ 14,8% par rapport à 2012)!

TRANSACTIONS FINANCIÈRES DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE



TRANSACTIONS FINANCIÈRES EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE DU NORD



TRANSACTIONS DE CHANGE MONDIAL



Montant notionnel des instruments dérivés de :

BNP Paribas en 2012	47 490 Md€
Deutsche Bank en 2013	54 652 Md€
Natixis en 2013	7 245 Md€
PIB mondial 2012	52 430 Md€

COMPRENDRE

Le montant notionnel, ce sont les sommes sur lesquelles portent les paris spéculatifs des banques avec les produits dérivés. La Deutsche Bank et BNP Paribas spéculent chaque année sur des sommes équivalentes au PIB mondial!



10 MINUTES: C'EST LA DURÉE MOYENNE DE DÉTENTION D'UN ACTIF FINANCIER PAR UN FONDS SPÉCULATIF.

LES BANQUES EXERCENT TRÈS SOUVENT LEURS ACTIVITÉS DANS LA PLUS GRANDE ILLÉGALITÉ

À L'AIDE D'OUTILS ET DE DISPOSITIFS QUI LEUR PERMETTENT D'OPTIMISER LEURS PROFITS

À BPCE...
Des banques du groupe ont été condamnées pour la vente de produits Doubl'ô, Natixis et d'emprunts spéculatifs.

COMPRENDRE

Ces importantes amendes sont le prix payé par les banques pour échapper à des procès.

AMENDES PAYÉES PAR LES BANQUES [en milliards d'euros]

1,1 Md€
(1,4 Md de francs suisses)

Amende payée par UBS après un accord en 2012 avec les autorités américaines, britanniques et suisses pour son implication dans la manipulation du Libor.

1,4 Md€
(1,920 Md \$)

Amende payée par HSBC aux autorités américaines en 2012 pour mettre fin à des poursuites de blanchiment d'argent avec l'Iran et les cartels mexicains de la drogue.

6,5 Md€
(8,97 Md \$)

Amende payée par BNP Paribas aux autorités des USA en 2014 pour éviter des poursuites relatives à des violations de sanctions.

12,1 Md€
(16,65 Md \$)

Amende payée par Bank of America aux autorités des USA en 2014 dans l'affaire des subprimes.

80,1 Md€
(110 Md \$)

Total des amendes payées par les banques américaines entre 2008 et 2014 pour solder des procès relatifs aux subprimes.

ARGENT DE LA DROGUE

Selon Antonio Maria Costa¹ (ancien directeur général de l'Organisation des Nations Unies contre la Drogue et le Crime), lors de la crise financière de 2007, des crédits interbancaires ont été financés par des fonds issus du trafic de drogue et d'autres activités illégales.

¹ Interview donnée à l'hebdomadaire autrichien *Profil* le 29 janvier 2009



PERMET D'EXÉCUTER DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES EN QUELQUES MILLIARDIÈMES DE SECONDE.

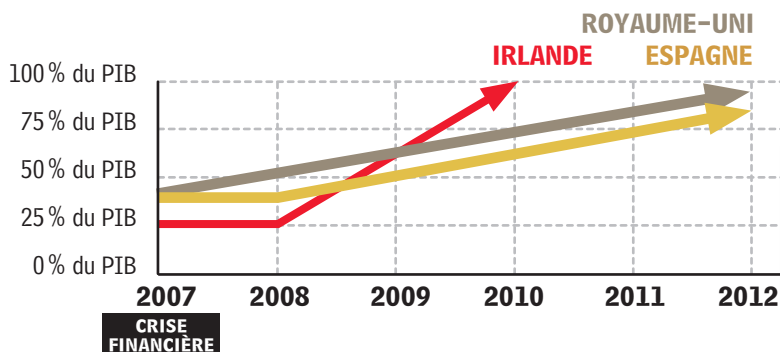
67 000
MILLIARDS DE DOLLARS

C'EST LE POIDS DU SHADOW BANKING SYSTEM (BANQUE DE L'OMBRE) EN 2011, SOIT 50 000 MILLIARDS D'EUROS.

LES BANQUES ET LA FINANCE SONT À L'ORIGINE DE LA CRISE DE 2007

DONT ELLES ONT FAIT SUPPORTER LE COÛT AUX ÉTATS ET AUX POPULATIONS

ÉVOLUTION DU RATIO DETTE PUBLIQUE/PIB SUITE AUX AIDES DES ÉTATS CONSENTIES AUX BANQUES



COMPRENDRE

La crise financière s'est prolongée dans une crise économique qui a vu les États et les institutions imposer des politiques d'austérité aux populations.



22 000 Md€

Montant de l'aide de la Banque Fédérale américaine aux banques à l'occasion de la crise financière de 2007-2009, soit 29 614,4 Md\$.¹



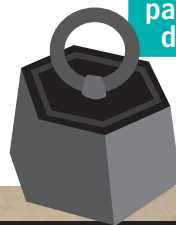
5 058,9 Md€

Montant des aides autorisées par la Commission européenne au secteur financier entre le 1^{er} octobre 2008 et le 1^{er} octobre 2012 : c'est 40,3 % du PIB de l'Union Européenne.



À BPCE...

8 Md€ : c'est le montant des pertes de la banque d'affaires Natixis supportées par les banques de détail du Groupe BPCE.



6,6 Md€

Ça coûte cher aux Français !

6,6 Md€ : c'est le coût de la faillite de Dexia pour l'État français et ses contribuables (estimé en 2013) + une garantie de 38,5 Md€ donnée par la France + 10 Md€ de risques au titre des prêts toxiques de Dexia repris par la France.

¹ Selon le Pr. James Felkerson

LES BANQUES SONT AU SERVICE D'UN MODE DE DÉVELOPPEMENT MORTIFÈRE

QUI DÉTRUIT LA PLANÈTE ET JETTE UNE GRANDE PARTIE DE LA POPULATION DANS LA MISÈRE

À BPCE...
1,9 Md\$:
c'est le montant investi par le Groupe BPCE dans le financement des armes nucléaires.¹

Si les médias versent des larmes de crocodile après des crises humanitaires, telles que celle de Lampedusa en octobre 2013, ou s'étonnent des effets du réchauffement climatique, ils se gardent bien d'évoquer la **passivité coupable des institutions européennes** plus promptes à mettre des sommes considérables à disposition des banques pour les sauver de leurs errements spéculatifs qu'à secourir les plus démunis et à engager la nécessaire transition écologique.



SANTÉ

1/3 de la population mondiale n'a pas accès aux médicaments essentiels.



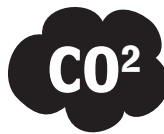
NOURRITURE

842 millions de personnes souffrent de faim chronique dans le monde.



BIODIVERSITÉ

Les espèces vivantes s'éteignent aujourd'hui à un rythme 10 à 100 fois supérieur au rythme naturel observé ces 500 dernières années.



POLLUTION

Depuis 1800, le dioxyde de carbone dans l'atmosphère mondiale a augmenté de 35 % du fait de la combustion des énergies fossiles.



INÉGALITÉS

En 2013 les 85 personnes les plus riches du monde possédaient autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population, soit 3,5 milliards de personnes². En 2014, le chiffre est passé de 85 à 67 personnes³.

Et pourtant, si on voulait...



Le financement de la transition écologique comportant notamment la division par 4 des émissions de gaz à effet de serre nécessite un budget équivalent à **3 % du PIB européen, soit 350 à 400 milliards d'euros par an pendant 10 ans.**



La somme nécessaire pour assurer à la totalité de la population mondiale les services sociaux essentiels (éducation primaire, santé, eau, assainissement) est de 80 milliards de dollars par an pendant 10 ans **(soit à peine plus de 0,1% du PIB mondial).**

2100

C'EST L'ÉCHÉANCE POSSIBLE DE L'EFFONDREMENT TOTAL ET IRRÉVERSIBLE DES ÉCOSYSTÈMES DE LA PLANÈTE.⁴

¹ Rapport "Don't Bank on the Bomb", octobre 2013, IKV Pax Christi et ICAN

² Rapport de l'ONG OXFAM

³ Calcul du magazine *Forbes*

⁴ Selon une étude collective de 22 chercheurs : "Approaching a state shift in Earth's biosphere", *Nature*, vol. 486, 7 juin 2012



LES 10 TRAITS PRINCIPAUX DU CAPITALISME FINANCIER

QUI JUSTIFIENT SA NÉCESSAIRE ÉRADICATION

- 01 L'ABSENCE DE DÉMOCRATIE ET DE RÉEL CONTRÔLE DE CE SYSTÈME,** de ses activités, de ses acteurs, du fait de la collusion de ses dirigeants avec les politiques (en 2007, Charles Milhaud, président du directoire de la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne, cumulait à lui seul 63 mandats dans différents conseils d'administration!).
- 02 L'IMPORTANCE DÉMESURÉE DE QUELQUES BANQUES** qui pèsent financièrement plus lourd que les États et investissent d'énormes sommes pour l'essentiel dans des activités spéculatives.
- 03 L'EXTRÊME RAPIDITÉ AVEC LAQUELLE CES SOMMES CIRCULENT.**
- 04 LA SPÉCULATION** comme motivation essentielle des activités mises en œuvre.
- 05 LA PROPENSION À MULTIPLIER DE NOUVEAUX DISPOSITIFS, SUPPORTS ET ESPACES DE SPÉCULATION:** les paradis fiscaux, l'évasion fiscale, la titrisation, le *trading* à haute fréquence, les dettes souveraines, les droits à polluer, les "obligations catastrophes" (*cat bonds* en anglais) qui permettent de spéculer sur les catastrophes naturelles et les dégâts humains et matériels qu'elles sont susceptibles de générer, etc.
- 06 LA POSSIBILITÉ D'EXERCER DES ACTIVITÉS DANS L'ILLÉGALITÉ** ou dans le cadre d'un système de l'ombre (*shadow banking system*) sans faire l'objet de sanctions dissuasives.
- 07 L'ABSENCE D'ÉTHIQUE** dans l'exercice d'activités qui vont du blanchiment de l'argent de la drogue au financement des industries de l'armement.
- 08 LA CAPTATION PAR UNE MINORITÉ D'UNE PART TOUJOURS PLUS GRANDE DE LA RICHESSE PRODUITE** grâce à l'endettement des populations qui doivent rembourser des dettes privées et des dettes publiques dont une bonne part est illégale ou illégitime.
- 09 LA PRIVATISATION DE PROFITS CONSIDÉRABLES ET LA SOCIALISATION DE PERTES** tout aussi considérables qui accroissent les inégalités et jettent dans la pauvreté de larges pans de la population.
- 10 LA PARTICIPATION À UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE DESTRUCTEUR DE LA PLANÈTE** et générateur de politiques d'austérité pour les populations.

VERS UNE REFORME RADICALE

La crise provoquée par les banques en 2007 et les multiples scandales mis au jour ces dernières années démontrent que le système financier actuel doit être entièrement remis en cause, non dans le cadre d'un simple réaménagement, mais au moyen d'une refonte radicale.



LES PROPOSITIONS DE SUD BPCE

IL FAUT CHANGER DE SYSTÈME BANCAIRE

Il est temps de substituer à ses fondements que sont la concurrence, la déréglementation et l'opacité, d'autres principes tels que la solidarité, la réglementation stricte des activités et la transparence.

◆ **La réforme radicale du système bancaire, qui doit s'accompagner d'une réforme fiscale non moins radicale,** implique un remodelage complet des mécanismes financiers : taxations des transactions, suppression des marchés de gré à gré, interdiction de la titrisation, suppression des paradis fiscaux, etc. Autant de mesures qui soulignent l'indigence et l'inefficacité des dispositions actuelles prises dans le cadre de Bâle III et de l'Union économique et monétaire de l'Union européenne.

◆ Parce que nous considérons que l'épargne, le crédit, la sécurité des encaisses monétaires et la préservation de l'intégrité du système des paiements relèvent de l'intérêt général, **nous préconisons la création d'un service public bancaire** par la socialisation de la totalité des entreprises du secteur bancaire et de l'assurance. Des organisations, telles ATTAC et le CADTM, des économistes, tels Jean-Marie Harribey, Michel Husson et Frédéric Lordon, préconisent également la socialisation du secteur bancaire.

◆ **La socialisation signifie que les établissements sont placés sous contrôle citoyen** associant les salariés, les clients, les élus locaux, les associations et

les représentants des instances bancaires nationales et régionales. Seule une telle organisation permettrait au service bancaire de devenir un véritable outil au service de l'ensemble de la collectivité, et ne plus être une arme entre les mains de quelques spéculateurs qui spolient les populations. Dans ces conditions, les employés de banque, enfin débarrassés d'une pression incessante pour vendre toujours plus, pourraient enfin exercer leur métier : conseiller et servir leurs clients.

◆ Le projet alternatif de *Sud BPCE*¹ prévoit de **séparer les banques de financement et d'investissement (BFI) des banques de dépôt** et d'obliger ces banques à respecter un taux obligatoire de détention des titres publics. Dans le même temps, il implique de **retrouver la maîtrise complète de la banque centrale** afin que la totalité de la création monétaire et de la politique monétaire soit contrôlée collectivement.

Un tel système bancaire socialisé devrait être l'outil du financement du projet essentiel des années qui viennent : la transition écologique.

¹ <http://www.sudbpce.com/files/2013/01/2012-projet-bancaire-alternatif-definitif.pdf>

LEXIQUE

ACTIF DU BILAN D'UNE BANQUE

Il comprend tous les biens et droits que possède une banque. La banque emploie essentiellement ses fonds (actifs) pour consentir des crédits et effectuer des placements financiers.

ALÉA MORAL

L'aléa moral consiste dans le fait qu'une personne ou une entreprise assurée contre un risque se comporte de manière plus aventureuse que si elle était totalement exposée à ce risque, car si ce dernier survient elle escompte que ses pertes seront prises en charge par une autre entité ou institution.

BILAN D'UNE BANQUE

Document de synthèse qui regroupe à une date donnée l'ensemble des ressources de la banque, les fonds qu'elle a collectés (au passif) et l'ensemble des emplois qu'elle en fait (à l'actif).

DÉRIVÉS

Instruments financiers (contrats à terme, options, *swaps*) dont la caractéristique est que leur valeur dérive de celle d'un actif sous-jacent (d'où leur nom de produits dérivés). Ils ont pour fonction de couvrir les investisseurs contre des risques (de marché, de liquidité et de contrepartie principalement) mais plus de 90 % de ces produits sont utilisés à des seules fins spéculatives. Du fait des montants colossaux sur lesquels ils portent (plus de 10 fois le PIB mondial) ils sont porteurs de risques considérables.

HEDGE FUNDS

Fonds d'investissement non cotés, peu ou pas réglementés, à vocation essentiellement spéculative.

HORS-BILAN BANCAIRE

Il assure le suivi comptable des activités qui n'impliquent pas un décaissement ou un encaissement de la part de la banque (par exemple des opérations de crédit-bail, de garantie ou de *swaps* de taux d'intérêt), mais qui font courir à celle-ci un certain nombre de risques susceptibles d'affecter son bilan au travers d'une dépréciation d'actifs.

LIBOR (LONDON INTERBANK OFFERED RATE, TAUX INTERBANCAIRE PROPOSÉ À LONDRES)

Taux moyen établi quotidiennement à partir des transactions réalisées par un panel de 18 grandes banques parmi les plus représentatives de la Zone Euro. Il existe plusieurs LIBOR concernant une dizaine de devises différentes et une quinzaine de durées allant d'un jour à douze mois.

NOTIONNEL

Capital théorique sur lequel porte l'engagement pris par deux parties sur un contrat dérivé, c'est le plafond garanti de l'assurance ou, dit d'une autre manière, les sommes sur lesquelles portent les paris spéculatifs des banques avec les produits dérivés.

OBLIGATION CATASTROPHE (OU CAT BOND)

Obligation à haut rendement généralement émise par une compagnie d'assurance ou de réassurance. En cas de

survenance d'un sinistre prédéfini (tremblement de terre, ouragan, raz de marée, etc.), le détenteur de l'obligation perd tout ou partie des intérêts, voire du nominal de l'obligation. Ce produit permet aux compagnies d'assurance et surtout de réassurance de faire supporter par des tiers une partie des risques liés à ces événements exceptionnels et donc réduire leurs propres risques.

PANTOUFLAGE

Délit consistant pour un haut fonctionnaire à rejoindre une entreprise privée moins de trois ans après en avoir eu le contrôle ou la surveillance lorsqu'il était dans la fonction publique.

PASSIF DU BILAN D'UNE BANQUE

Ensemble des ressources de la banque parmi lesquelles figurent notamment ses fonds propres.

PIB (PRODUIT INTÉRIEUR BRUT)

Somme des valeurs ajoutées de toutes les entreprises situées sur le territoire national.

SHADOW BANKING SYSTEM (SYSTÈME BANCAIRE DE L'OMBRE)

Activités menées par des entités qui ne reçoivent pas de dépôts et qui échappent à la réglementation bancaire et souvent à la fiscalité. Parmi ces entités, on trouve les fonds monétaires, les *hedge funds*, des "véhicules spéciaux de titrisation", des fonds de pension et des banques d'affaires (comme Lehman Brothers et Bear Stearns, deux banques qui ont fait faillite).

SUBPRIMES

Emprunts risqués proposés par les banques américaines à des emprunteurs peu solvables en contrepartie d'un taux élevé. Pour se débarrasser du risque, les banques prêteuses titrisaient ces prêts pour les revendre à d'autres banques, des fonds de placement ou des sociétés d'assurances.

TITRISATION

Activité consistant pour une banque à transformer les crédits qu'elle a consentis en des titres destinés à être revendus afin de diminuer l'actif de son bilan.

TRADING À HAUTE FRÉQUENCE

Activité consistant à exécuter à grande vitesse des transactions financières grâce à des logiciels informatiques ayant recours à des algorithmes.

UNION EUROPÉENNE

Association de 28 États européens qui délèguent par traité l'exercice de certaines compétences (notamment en matière financière, économique et sociale) à des organes communs.

ZONE EURO (UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE)

Zone monétaire regroupant 18 pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme monnaie unique et qui acceptent de se plier aux critères dits de convergence du traité de Maastricht.

POUR ALLER PLUS LOIN



CANFIN PASCAL, *Ce que les banques vous disent et pourquoi il ne faut presque jamais les croire*, Paris, Les petits matins, 2012.

CHAVAGNEUX CHRISTIAN ET PHILIPPONNAT THIERRY, *La capture. Où l'on verra comment les intérêts financiers ont pris le pas sur l'intérêt général et comment mettre fin à cette situation*, Paris, La Découverte, 2014.

COUPPEY-SOUBEYRAN JÉZABEL ET NIJDAM CHRISTOPHE, *Parlons banque en 30 questions*, Paris, La documentation Française, 2014.

GAYRAUD JEAN-FRANÇOIS, *La Grande Fraude. Crime, subprimes et crises financières*, Paris, Odile Jacob, 2011.

GIRAUD GAËL, *Illusion financière*, Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'Atelier/Les Éditions Ouvrières, 2013.

HARRIBEY JEAN-MARIE, *La richesse, la valeur et l'inestimable. Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2013.

HUSSON MICHEL, *Un pur capitalisme*, Paris, Cahiers libres Éditions Page deux, 2008.

JORION PAUL, www.pauljorion.com/blog

LORDON FRÉDÉRIC, *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Paris, Raisons d'agir, 2008.

MEDIAPART, www.mediapart.fr

MONTEL-DUMONT OLIVIA (DIR.), *Comprendre les marchés financiers*, Paris, La documentation Française, 2011.

SCIALOM LAURENCE, *Économie bancaire*, Paris, La Découverte, 2014.

SIMON CLAUDE-COLLECTIF ROOSEVELT, *Stop à la dérive des banques et de la finance*, Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'Atelier/Les Éditions Ouvrières, 2014.

TOUSSAINT ÉRIC, *Bancocratie*, Bruxelles, Aden & CADTM, 2014.

ZUCMAN GABRIEL, *La richesse cachée des nations. Enquête sur les paradis fiscaux*, Paris, Seuil, 2013.

Note: les chiffres communiqués dans cette plaquette proviennent de documents officiels de la Banque centrale européenne, de la Réserve fédérale américaine, de la Banque des règlements internationaux, des banques privées, de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), d'Oxfam, du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde, de revues spécialisées (*Forbes*, *Nature*, etc.) et de la presse financière.



www.coupspourcouts.solidaires.org

**LES CAPITALISTES
NOUS CÔTENT CHER**



Union
Syndicale
Solidaires

Solidaires, Unitaires, Démocratiques
Sud Banques Populaires Caisses d'Épargne,
membre de l'Union syndicale Solidaires
24, bd. de l'Hôpital 75005 Paris
Tél. : 01 70 23 53 41 ou 01 42 33 41 62
sud.caisse-epargne@orange.fr
Facebook : sud bpce
www.sudbpce.com

